



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

*Organisme de Gestion de
l'Etablissement Catholique "Saint
Charles Borromée"*

**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2021
Organisme de Gestion de l'Etablissement Catholique "Saint Charles Borromée"
3 rue Général Giraud - 71100 Chalon-sur-Saône

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775728417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Organisme de Gestion de l'Etablissement Catholique "Saint Charles Borromée"

3 rue Général Giraud - 71100 Chalon-sur-Saône

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021

À l'assemblée générale de l'association Organisme de Gestion de l'Etablissement Catholique "Saint Charles Borromée",

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Organisme de Gestion de l'Etablissement Catholique "Saint Charles Borromée" relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Changement de méthode comptable

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2 « Référentiel comptable et changements comptables » de la partie 2 « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018.

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de droit
anglais ("private company limited by
guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des créances des familles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note 2 « Référentiel comptable et changements comptables » de la partie 2 « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif (règlement ANC 2018-06).

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies

significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Chalon-sur-Saône, le 21 janvier 2022

KPMG SA



Samuel Brunneval

Associé

BILAN ACTIF	SAINT CHARLES
01/09/2020 - 31/08/2021	

	ACTIF	EXERCICE N		
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET RÉPARATIONS	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :			
	- Frais d'établissement	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-
	- Autres immobilisations incorporelles	114 784	108 701	6 083
	- Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	114 784	108 701	6 083
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :			
	- Terrains (y compris agencement et aménagements de terrains)	733 411	385 676	347 735
	- Constructions sur sol propre	5 864 336	5 024 598	839 738
	- Constructions sur sol d'autrui	13 581 898	9 262 454	4 319 444
	- Installations techniques, matériel et outillage	2 367 695	2 110 160	257 535
	- Autres immobilisations corporelles	1 362 819	1 269 498	93 323
	- Immobilisations corporelles en cours	2 935	-	2 935
	- Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 913 094	18 052 384	5 860 710
	IMMOBILISATIONS GREVÉES DE DROIT (PRÊT À USAGE)	-	-	-
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES :			
	- Participations	-	-	-
	- Créances rattachées à des participations	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	41 916	-	41 916
	- Prêts	152 704	-	152 704
	- Autres immobilisations financières	2 766	-	2 766
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	197 386	-	197 386
	TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	24 225 254	18 161 085	6 064 173
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	22 856	-	22 856
	CRÉANCES :			
	- Usagers (familles, élèves)	315 789	161 319	154 469
	- Personnel et organismes sociaux	1 155	-	1 155
	- Etat et autres collectivités publiques	427 406	-	427 406
	- Autres avances et acomptes	54 629	-	54 629
	TOTAL CRÉANCES	798 979	161 319	637 660
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	16 789	-	16 789
	DISPONIBILITÉS	3 200 000	-	3 200 000
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	68 713	-	68 713
	REGULARISATION ACTIF	-	-	-
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	4 107 338	161 319	3 926 020
	TOTAL DE L'ACTIF (I + II)	28 332 604	18 342 404	9 990 193

NET
Au 31/08/2020

* ACTIF IMMOBILISÉ

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 604,14
TERRAINS ET CONSTRUCTIONS	6 072 347,28
MATÉRIELS, MOBILIERS LIÉS À L'ACTIVITÉ	123 807,93
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	145 475,16
IMMOBILISATIONS EN COURS	1 423,19
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	202 651,98

TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ 6 548 309,68

* ACTIF CIRCULANT

FAMILLES	51 378,70
AUTRES CRÉANCES	289 300,11
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT	16 622,50
DISPONIBILITÉS	2 650 569,35

TOTAL ACTIF CIRCULANT 3 007 870,66

* CPTE DE REGULARISATION ACTIF

REGULARISATION ACTIF	101 010,21
----------------------	------------

TOTAL CPTE DE REGULARISATION ACTIF 101 010,21

ACTIF 9 657 190,55

exercice en cours
Au 31/08/2020

BILAN PASSIF		SAINT CHARLES	
		01/09/2020 - 31/08/2021	
PASSIF		EXERCICE N	
FONDS PROPRES	FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE		
	- Valeur du patrimoine initial	166 666	
	- Fonds statutaires	1 532 990	
	- Apports sans droit de reprise	-	
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	-	
	- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	-	
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	1 728 856	
	RESERVES		
	- Réserves statutaires	-	
	- Réserves pour investissements	1 533 637	
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	- Réserves de trésorerie	22 684	
	- Autres réserves	-	
	TOTAL RESERVES	1 556 321	
	REPORT A NOUVEAU	2 098 417	
	RESULTAT DE L'EXERCICE	369 287	
	TOTAL FONDS PROPRES	5 682 061	
	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Apports avec droit de reprise	-	
	- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés	-	
	- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables	-	
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE	-	
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES		
	- Subventions d'équipement	763 266	
	- Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement	-	
	- Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	66 562	
	- Autres subventions d'investissement	-	
	TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT AFFECTEES A DES BIENS NON RENOUVELABLES	829 828	
	DROITS DES PROPRIETAIRES (PRET A USAGE)	-	
	TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS	829 828	
	TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	6 512 732	
PROVISIONS	PROVISIONS		
	- Provisions pour risques	201 205	
	- Provisions pour pensions et obligations similaires	219 052	
	- Provisions pour gros entretien	30 000	
	- Autres provisions pour charges	-	
	TOTAL PROVISIONS	449 257	
	FONDS DEDIES (I)	(II)	-
	EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 900 414	
	AVANCES ET ACOMPTES RECUS DES USAGERS	32 686	
	DETTE FOURNISSEURS	252 161	
DETTE FOURNISSEURS	DETTE FISCALES ET SOCIALES	169 208	
	DETTE SUR IMMOBILISATIONS	-	
	AUTRES DETTES	386 186	
	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	369 287	
	REGULARISATION DE PASSIF	-	
	TOTAL DETTES	3 176 810	
	TOTAL DU PASSIF	(I + II + III + IV)	9 990 199

* FONDS PROPRES ASSOCIATION

FONDS ASSOCIATIFS SANS REPRISE	7 723 629,56
FONDS ASSOCIATIFS AVEC REPRISE	650 896,85
FONDS DE RESERVE	1 356 320,77
RESULTATS CUMULES A REPORTER	(4 071 005,16)
RESULTATS DE L'EXERCICE	173 142,81
SUBVENT.INVEST.AMORTISSABLES	77 515,81

TOTAL FONDS PROPRES ASSOCIATION 5 910 500,44

* PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	258 985,40
-------------------------------	------------

TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 258 985,40

* DETTES

EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	2 391 489,25
ASSOC ET ORGANISMES APPARENTES	4 623,62
FOURNISSEURS & CPTE RATTACHES	206 092,44
DETTE SOCIALES & FISCALES	272 323,25
AUTRES DETTES	272 107,61

TOTAL DETTES 3 146 636,17

* CPTE DE REGULARISATION PASSIF

REGULARISATION PASSIF	341 068,54
-----------------------	------------

TOTAL CPTE DE REGULARISATION PASSIF 341 068,54

PASSIF 9 657 190,55

COMPTE DE RESULTAT SAINT CHARLES

01/09/2020 - 31/08/2021

	Exercice N (selon ANC 2010-05)
PRODUITS D'EXPLOITATION	
Cotisations	0
Ventes de biens et services	
Ventes de biens	-3 126
Ventes de prestations de service	3 149 232
Production stockée	0
Production immobilisée	0
Produits de tiers financeurs	
Concours publics et subventions d'exploitation	2 906 306
Reprises sur amortissements, dépréciations, provs	74 418
Utilisations des fonds dédiés	0
Autres produits	116 096
TOTAL I	6 242 928
CHARGES D'EXPLOITATION	
Achats de marchandises	5 808
Autres achats et charges externes	2 041 383
Impôts, taxes et versements assimilés	223 356
Salaires et traitements	1 879 272
Charges sociales	703 426
Dotations aux amortissements des immobilisations	792 275
Dotations aux provisions	282 263
Autres charges	5 642
TOTAL II	8 913 829
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-329 303
PRODUITS FINANCIERS	
De participations	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0
Autres intérêts et produits assimilés	661
TOTAL III	661
CHARGES FINANCIERES	
Intérêts et charges assimilées	45 636
TOTAL IV	-45 636
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-45 277
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	284 027
PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Sur opérations de gestion	3 026
Sur opérations en capital	102 243
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts	0
TOTAL V	105 269
CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Sur opérations de gestion	29 809
TOTAL VI	29 809
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	75 459
Participation des salariés aux résultats (VII)	13
Impôts sur les bénéfices (VIII)	199
Total des produits (I + III + V)	6 348 958
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	9 089 571
5 - EXCEDENT OU DEFICIT	359 287

Exercice en cours
Arrêté le: 31/08/2020

* PRODUITS COURANTS DE FONCTIONNEMENT

PARTICIPATIONS DES FAMILLES	2 416 235,80
PARTICIPATION ETAT COLLECT.PUB	2 803 301,99
SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	36 657,14
PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	399 025,19
AUTRES PRODUITS GEST.COURANTE	145 734,02
PRODUITS FINANCIERS	1 779,59
REPRISE SUR PROVISIONS	38 390,84
TRANSFERT DE CHARGES	3 960,00

TOTAL PRODUITS COURANTS DE FONCTIONNEMENT 5 845 084,57

* CHARGES COURANTES DE FONCTIONNEMENT

CONSUMMATIONS	998 000,84
AUTRES CHARGES EXTERNES	633 022,68
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	330 237,49
AUTRES IMPOTS TAXES ET ASSIM.	67 826,99
COUTS DE PERSONNEL	2 788 996,34
AUTRES CHARGES GEST.COURANTE	15 516,04
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	823 400,81
CHARGES FINANCIERES	53 728,79
DOT.PROVISIONS OU RESERVES	76 361,64

TOTAL CHARGES COURANTES DE FONCTIONNEMENT 5 687 091,62

RESULTATS COURANTS 157 992,95
(Excédent)

* ELEMENTS EXCEPTIONNELS

PRODUITS EXCEPTIONNELS	29 477,48
CHARGES EXCEPTIONNELLES	14 327,82

TOTAL ELEMENTS EXCEPTIONNELS 15 149,66

* IMPOT SOCIETE A TAUX REDUIT

IMPOT SOCIETE A TAUX REDUIT

TOTAL IMPOT SOCIETE A TAUX REDUIT

RESULTATS NETS 173 142,61

Annexes BILAN 2020-21

I- Informations générales

1) Identification de l'Ogec - 3 rue général Giraud – 71100 Chalon sur saone

L'Ogec Saint Charles est un établissement scolaire privé sous contrat qui accueille environ 2650 élèves, de la maternelle au BTS, sur 4 sites chalonnais.

- Ecole, collège, lycée professionnel, CFP - 3 rue giraud Le Devoir	1290 élèves
- Ecole La Colombière et collège St Dominique 20 Avenue de paris	790 élèves
- Lycée général et BIS 48 rue du pont de fer	455 élèves
- Section esthétique, bâtiment Medicis	115 élèves

L'internat ouvert aux étudiants, lycéens et collégiens de l'Ensemble Saint Charles se situe 15 rue Leschenault de la Tour à Chalon (70 élèves cette année)

2) Faits marquants de l'année

- **Ouverture d'une unité de formation pour apprentis fin 2020**
Une unité dépendant du CFA de Dijon Ste Benigne a été ouverte en octobre 2020, avec 11 apprentis sur les sections Commerce, esthétique et ESF
- **Changement de logiciel métier : Charlemagne / Agathe**
Les outils Charlemagne et Ecole Directe ont été installés en fin d'année scolaire 2020-21. Des formations ont été déployées auprès d'une trentaine de salariés : vie scolaire, restauration, garderie, secrétariat, comptabilité, chefs d'établissement et adjoints.
- **2eme confinement fin avril**

La pandémie s'est malheureusement poursuivie, nécessitant la fermeture des écoles pour les vacances de paques avec une reprise décalée d'une semaine début mai. Le dispositif de chômage partiel a été réactivé et la vigilance au niveau de l'hygiène perdue.

L'année a été difficile d'un point de vue des sorties, portes ouvertes et manifestations en général.

- **Un bon résultat** par rapport à l'an dernier, avec une meilleure maîtrise des charges de fonctionnement et hausse des contributions familles et du nombre de repas (effet moindre pandémie)

3) Evénements postérieurs à la rentrée :

Au 01 septembre 2021, plusieurs éléments majeurs sont à noter :

- Fusion des 2 collèges de St Dominique et du Devoir, Mr TROUBAT prenant la direction des 2 collèges avec un renfort au niveau des adjoints
- Réorganisation interne au lycée suite au départ de Mr Buchaillard avec Murielle LUCAS Responsable pédagogique du supérieur et Séverine DE MARCO pour le lycée général
- Sous traitance complète de la restauration auprès de Dupont Restauration avec la reprise de 3 personnel OGEC Mme BRULE, MOREL et Mr PORNIN.

4) Les principaux mouvements de personnel

Départs retraite

PI [REDACTED]
CI [REDACTED]

Autres départs

PI [REDACTED]
BI [REDACTED]
RI [REDACTED]
SA [REDACTED]
LU [REDACTED]
CI [REDACTED]
G. [REDACTED]
RE [REDACTED]

Arrivées en CDI

RE [REDACTED]
JE [REDACTED]
DA [REDACTED]

II- Principes, règles et méthodes comptables

1) Durée et dates d'exercice comptable

L'exercice clôturé recouvre la période du 01/09/2020 au 31/08/2021 soit 12 mois.

2) Référentiel comptable et changements comptables

Les sources réglementaires et professionnelles suivantes ont été prises en compte :

- Règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif complété par l'ANC n°2020-08 du 4 décembre 2020
- Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et recueil des normes comptables françaises publié par l'ANC (version en vigueur au 1er janvier 2021)

L'exercice s'est clôturé avec l'application des dispositions du **règlement 2018-06**, sur la partie capitaux propres et subventions. L'application de ce nouveau référentiel implique 2 changements significatifs :

- Les subventions d'investissement dont l'amortissement a été repris, générant un impact au niveau des fonds propres (report à nouveau) et des produits exceptionnels
- les forfaits de fonctionnement sont comptabilisés en concours publics (73) et non en prestations de service (706)

3) Dérogations aux principes et méthodes comptables

RAS

III- Notes sur le bilan

1) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires pour la mise en état de fonctionner.

TABEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS (TABLEAU I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	108 666	6 118		114 784
	TOTAL I	108 666	6 118	-	114 784
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	733 411	-		733 411
	Constructions	Sur sol propre	5 864 338	- 0	5 864 338
		Sur sol d'autrui	13 480 815	101 083	13 581 898
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 164 802	202 893		2 367 695
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	65 377	-	65 377
		Matériel de transport	29 669	-	29 669
		Matériel de bureau et informatique	304 074	1 604	305 678
		Mobilier	961 895	-	961 895
	Immobilisations corporelles en cours	1 423	1 512		2 935
	TOTAL II	23 605 802	307 292	-	23 913 094
FINANCIERES	Autres titres immobilisés	41 916			41 916
	Prêts et autres immobilisations financières	180 738			155 470
	TOTAL III	202 652	-	-	197 388
TOTAL GENERAL (I + II + III)		23 917 120	313 411	-	24 225 264

Les amortissements sont calculés selon les préconisations de l'ANC 2018, avec la méthode linéaire et en fonction du bien et de sa durée de vie:

- Construction : entre 15 et 40 ans
- Aménagement : entre 8 et 30 ans
- Matériel et mobilier : entre 3 et 10 ans

TABEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS (TABLEAU II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement		-		
	Autres immobilisations incorporelles	106 062	2 639		108 701
	TOTAL I	106 062	2 639	-	108 701
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains	352 912	32 764		385 676
	Constructions	Sur sol propre	4 899 560	125 039	5 024 598
		Sur sol d'autrui	8 753 742	508 712	9 262 454
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		2 040 994	69 166	2 110 160
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	34 627	13 076	47 702
		Matériel de transport	29 413	149	29 562
		Matériel de bureau et informatique	278 345	9 076	287 421
		Mobilier et autres	873 155	31 657	904 812
	TOTAL II	17 262 748	789 636	-	18 052 384
	TOTAL GENERAL (I + II)	17 368 810	792 276	-	18 161 085

2) Dépréciations d'éléments d'actif

Les créances familles sont provisionnées à 100% dès lors que l'élève est parti de l'établissement.

TABEAU DES MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS D'ELEMENTS D'ACTIF (TABLEAU III)

OBJET DES DEPRECIATIONS			Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
DEPRECIATIONS	Immobilisations :	• Incorporelles				-
		• Corporelles				-
		• Financières				-
	Stocks et en-cours					-
	Créances clients et usagers (familles, élèves)		174 099	51 181	43 961	181 319
	Autres créances					-
	Valeurs mobilières de placement					-
	TOTAL		174 099	51 181	43 961	181 319
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles					

- 3) Echéance des créances et des dettes

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES (TABLEAU IV)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (€)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	41 916		41 916
Prêts	152 704		152 704
Autres créances	2 766		2 766
Sous-total créances de l'actif immobilisé	197 386	0	197 386
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients, usagers et comptes rattachés	283 120	49 333	233 787
Créances personnel	1 155	1 155	
Créances sociales et fiscales	54 629	54 629	
Créances collectivités	427 406	427 406	
Sous-total créances de l'actif circulant	766 310	532 523	233 787
TOTAL CREANCES	963 696	532 523	431 172

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (€)	ECHEANCE		
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 922 914	417 541	1 364 602	140 771
Emprunts et dettes financières divers	37 500	15 000	22 500	
Sous-total dettes financières	1 960 414	432 541	1 387 102	140 771
Dettes fournisseurs	229 303	229 303		
Dettes fiscales et sociales	169 508	169 508		
Autres dettes	386 166	386 166		
Sous-total autres dettes	784 977	784 977	0	0
TOTAL DETTES	2 745 391	1 217 518	1 387 102	140 771

4) Evaluation des valeurs mobilières de placement

TABEAU DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (TABLEAU V)

(en €)	à la clôture (31/08/2021)						à la clôture précédente (31/08/2020)					
Type de titre	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente	Nombre	Valeur d'achat	Cours unitaire	Valeur de marché	Plus-value latente	Moins-value latente
Part sociale Ccoop A	1	15,25	15,25	15,25			1	15,25	15,25	15,25		
Part sociale Ccoop B	1099	15,25	15,25	15,25			1089	15,25	15,25	15,25		

5) Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE 31/08/2020	Reclassement nouveau plan comptable	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE 31/08/2021
Fonds propres sans droit de reprise	650 897	- 6 645 670				- 5 994 773
Fonds propres avec droit de reprise	7 723 630					7 723 630
Valeur patrimoine et fonds de dotation	8 374 526	- 6 645 670	-	-	-	1 728 856
Réserves	1 356 321					1 356 321
Report à nouveau	- 4 071 005	5 996 280				1 925 275
Excédent ou déficit de l'exercice			173 143	-		173 143
Situation nette	5 659 842	- 649 390	173 143	-	-	5 183 595
Subventions d'investissement		649 390		102 243	11 656	763 289
Taxe d'apprentissage	77 516			15 261	- 26 215	66 562
TOTAL	5 737 358	-	173 143	117 504	- 14 559	6 013 445

6) Subventions d'investissement

Le changement de méthode comptable induit par la nouvelle norme de l'ANC 2018 a conduit à un reclassement des subventions d'équipement dans les comptes 13 et non plus dans les comptes 1026 et 1036. Les subventions sorties des fonds propres restent dans les fonds associatifs. Les subventions totalement amorties ont été comptabilisées au crédit du report à nouveau ; tandis que celles qui sont en cours d'amortissement sont comptabilisées au crédit des comptes 13. La reprise des subventions d'investissement s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises. La reprise des amortissements des subventions a généré un produit exceptionnel de 102 243€. Les subventions d'investissement enregistrées cette année sur la base des notifications sont de 216k€:

- 191k€ de la part de la Région pour financer le remplacement de la chaufferie, l'acquisition de matériel informatique, la réfection des sols et mise aux normes d'accessibilité.
- 25k€ du Département pour financer le remplacement de portes et fenêtres et pour la transformation des sanitaires.

7) Provisions

TABEAU DES MOUVEMENTS DES PROVISIONS (TABLEAU VIII)

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
				Utilisées	Non utilisées	
PROVISIONS	Risques	71 925	112 090	22 810		161 205
	Pensions et obligations similaires	187 060	28 992			216 052
	Gros entretien	-	30 000			30 000
	Autres provisions pour charges		40 000			40 000
	TOTAL	258 985	211 082	22 810	-	447 257
DOTATIONS ET REPRISES	d'exploitation financières exceptionnelles					

- La provision pour risque concerne :
 - le risque de 40k€ restant pour l'ancienne salariée M [REDACTED]
 - un risque de 12k€ pour l'ancienne salariée M [REDACTED] (litige classification avec rappel éventuel de salaires et dommages interets)
 - un litige avec la caisse de retraite Malakof pour 20k€ dont le contrôle est en cours (lors du changement de logiciel en 2016, les rubriques de retraites aurait mal été retraitées)
 - un éventuel risque de rattrapage de valorisation pour des salariés partis en formation et réalisation des entretiens professionnels pour 80k€
- La provision pour départ en retraite atteint 216 052€

Elle est constituée par la prise en compte d' ½ mois de salaire tous les 5 ans (tous les 3 ans pour les chefs d'établissements), avec l'application d'un taux de probabilité de départ en retraite selon l'âge du salarié (95% si >50ans / 50% 30-50 / 10%<30ans)

- La provision pour gros entretien de 30k€ pour la programmation de travaux de sécurité

8) Fonds dédiés

Non concernés

9) Passifs éventuels

Non concernés sur l'exercice

IV- Notes sur le compte de résultat

1) Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de l'Ogec est de 6 168 510€, soit 6% de plus que l'an dernier :

	N	N-1
- Familles (scolarité, restauration, hébergement) :	2 617 752€	2 416 263€
- Subventions (Etat, Region, Departement, Communes)	2 906 306€	2 839 959€
- Produits des activités annexes	644 452€	544 759€

2) Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen de 114 contrats salariés pour 64.7 équivalent temps plein se décompose de la façon suivante :

- Formateurs	22 contrats	1.2 etp
- Cadres dont CE	24 contrats	15 etp
- Employés et Agents de maîtrise	68 contrats	48.5 etp

3) Rémunération des dirigeants

Au titre de l'exercice, l'OGEC a versé à ses dirigeants les rémunérations brutes suivantes :

- Brut	345 786.09€
- Avantages en nature	1 953.25€
-Total des rémunérations	347 739.34€

4) Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice, l'OGEC a versé 14 125.78€ d'honoraires de commissariat aux comptes

5) Rattachement des charges et des produits à l'exercice

Produits constatés d'avance 55 741€

Charges constatées d'avance 67 872€

6) Charges et produits exceptionnels

Produits exceptionnels : 105 269€ (dont 102 243€ de reprise d'amortissements de subvention)

Charges exceptionnelles : 29 809€

V- AUTRES INFORMATIONS

1) Engagements financiers donnés et reçus

Pas de nouvel engagement financier cette année. Les emprunts en cours suivants sont garantis :

- Emprunt Société Générale Lycée (20 ans) avec promesse d'affectation hypothécaire pour 875 300€. La dette de l'emprunt s'élève à 187 062.91 € au 31/08/21.

- Emprunt Société Générale du 29 février 2012 (15 ans) avec Garantie de la Communauté d'Agglomération Chalon Val de Bourgogne pour caution solidaire à hauteur de 50% de l'emprunt de 4 000 000 €. La dette de l'Emprunt s'élève à 1 548 460 € au 31/08/21.
- Emprunt Société Générale du 16 novembre 2018 (5 ans) pour 400 000€. La dette de l'Emprunt s'élève à 187 389€ au 31/08/21.

2) Engagements pris en matière de crédit-bail

TABEAU DES ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE CREDIT-BAIL (Tableau IX)

Compte	Engagement total	Périodicité	Redevance payées		Redevance restant à payer	Prix achat résiduel	Objet
			2020-21	cumulées			
61220000	89 107	09/2017-30/09/2020	2 499	89 107	-	5 208	Ipad
61220100	335 863	09/2018-31/08/2022	100 359	288 653	47 210	696	Ipad
61220200	18 718	09/2018-31/08/2021	4 553	17 707	1 012		vidéoprojecteur
61220400	52 388	09/2019-31/08/2022	18 404	35 867	16 521		Ipad
61220500	117 824	09/2019-31/08/2023	31 124	60 590	57 234		Ipad
61220600	52 500	09/2020-31/08/2023	23 572	23 572	28 928		Ipad
61220700	124 000	09/2020-31/08/2024	32 898	32 898	91 102		Ipad
61220600	15 279	09/2020-30/09/2023	1 273	5 093	10 186		Ipad
61220700	5 495	09/2020-30/09/2024	343	1 374	4 121		Ipad
61220800	8 979	09/2020-31/08/2022	4 861	4 861	4 118	343	
TOTAL	820 153	-	219 888	559 722	260 431		

A noter qu'un nouveau contrat de location a été souscrit avec Sophiae le 01/09/2021 pour 230 Ipad pour le collège sur 48 mois et 115 Ipad pour le lycée sur 36 mois.

3) Contributions volontaires en nature

Non concerné